



## Assemblée générale

Distr.  
GÉNÉRALE

A/49/820/Add.1  
19 juillet 1995  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS/ARABE

Quarante-neuvième session  
Point 105 de l'ordre du jour

### EXAMEN DE L'EFFICACITÉ DU FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF ET FINANCIER DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

#### Rapport de la Cinquième Commission (Partie II)

Rapporteur : M. Larbi DJACTA (Algérie)

#### I. INTRODUCTION

1. La recommandation précédente que la Cinquième Commission a adressée à l'Assemblée générale, au titre du point 105 de l'ordre du jour intitulé "Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies", figure dans le rapport de la Commission publié sous la cote A/49/820.
2. La Cinquième Commission a poursuivi l'examen de la question à ses 51e, 53e, 60e, 62e, 63e et 66e séances, les 30 et 31 mars, 28 juin et 7, 11 et 14 juillet 1995. Les déclarations et observations qui ont été faites au cours du débat que la Commission a consacré à la question sont consignées dans les comptes rendus analytiques pertinents (A/C.5/49/SR.51, 53, 60, 62, 63 et 66).
3. Pour l'examen de ce point, la Commission était saisie du rapport du Secrétaire général sur les progrès réalisés dans la mise en oeuvre de la réforme des achats au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (A/C.5/49/67), du rapport du Bureau des services de contrôle interne sur les activités de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (A/49/884 et A/49/937) et sur l'audit du projet pilote de la Force de protection des Nations Unies pour le recrutement de personnel (A/49/914). Elle était également saisie d'un document de séance sur les moyens possibles d'améliorer les travaux de la Cinquième Commission (A/C.5/49/CRP.4/Rev.1).

#### II. EXAMEN DE PROJETS DE PROPOSITIONS

4. À sa 60e séance, le 28 juin 1995, la Commission a décidé, sur la proposition du Président, de recommander à l'Assemblée générale de se féliciter

des progrès réalisés dans la mise en oeuvre de la réforme des achats au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (A/C.5/49/67) (voir par. 10, projet de décision I).

5. À la 63e séance, le 11 juillet 1995, la Commission a décidé, sur la proposition du Président, de recommander à l'Assemblée générale de prendre acte du rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'audit du projet pilote de la FORPRONU pour le recrutement de personnel (A/49/914) (voir par. 10, projet de décision II).

6. À la même séance, la Commission a décidé, également sur la proposition du Président, de recommander à l'Assemblée générale de prendre acte des rapports du Bureau des services de contrôle interne sur l'examen du bien-fondé des allégations faisant état d'irrégularités et d'erreurs de gestion (A/49/884) et sur l'audit de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (A/49/937) (voir par. 10, projet de décision III).

7. À sa 66e séance, le 14 juillet 1995, la Commission était saisie d'un projet de résolution (A/C.5/49/L.60) intitulé "Rationalisation des travaux de la Cinquième Commission", présenté par le Président. Le projet de résolution se lisait comme suit :

"L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 46/220 du 20 décembre 1991, sur la rationalisation des travaux de la Cinquième Commission,

Affirmant la nécessité d'une coordination plus étroite entre les programmes de travail de la Cinquième Commission, du Comité du programme et de la coordination, du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, du Comité des commissaires aux comptes, du Corps commun d'inspection et du Secrétariat ainsi que ceux des autres organes compétents,

1. Décide que la Cinquième Commission tiendra normalement deux sessions par an – sa session ordinaire d'octobre à décembre et une session de six semaines en mai-juin pour examiner le financement des opérations de maintien de la paix et les autres questions urgentes non réglées;

2. Autorise la Cinquième Commission, sans préjudice de l'article 103 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, à avoir un bureau constitué d'un président, de trois vice-présidents et d'un rapporteur;

3. Décide que le bureau de la Cinquième Commission, en consultation avec le Secrétariat et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, soumettra à la Cinquième Commission, pour approbation, aussitôt que possible dans le courant de la session ordinaire, un programme de travail portant à la fois sur la session ordinaire et sur la session de mai-juin, et qu'une fois ce

/...

programme de travail approuvé, tout retard dans la présentation de rapports du Secrétaire général ou du Comité consultatif sera signalé immédiatement au Président de la Cinquième Commission et expliqué à la Commission lors de sa séance officielle suivante;

4. Décide que les élections et nominations aux organes financiers et administratifs auxquelles doit procéder la Cinquième Commission auront lieu avant la fin d'octobre;

5. Décide de revoir le niveau des ressources disponibles pour les services de secrétariat de la Cinquième Commission et du Comité du programme et de la coordination, y compris les effectifs du personnel devant assurer le secrétariat de la Cinquième Commission et du Comité du programme et de la coordination, lorsqu'elle examinera le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997;

6. Décide que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et la Cinquième Commission tiendront, pendant les sessions de cette dernière, des réunions officielles au moins une fois par mois pour examiner les questions pertinentes;

7. Décide que, pendant la session ordinaire de l'Assemblée générale, la Cinquième Commission et le Corps commun d'inspection tiendront, par l'intermédiaire de leurs présidents respectifs, des réunions officielles tous les mois."

8. À la 66e séance également, la Commission a décidé, sur la proposition du Président, de reporter l'examen du projet de résolution à la reprise de la quarante-neuvième session.

9. À la même séance, le Président a proposé et la Commission a adopté une décision orale intitulée "Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies" (voir par. 10, projet de décision IV).

### III. RECOMMANDATION DE LA CINQUIÈME COMMISSION

10. La Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter les projets de décision ci-après :

#### Projet de décision I

#### Progrès réalisés dans la mise en oeuvre de la réforme des achats au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies

L'Assemblée générale, ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur la question<sup>1</sup>, se félicite des progrès réalisés dans la mise en oeuvre de la réforme des achats au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

---

<sup>1</sup> A/C.5/49/67.

Projet de décision II

Audit du projet pilote de la Force de protection des  
Nations Unies pour le recrutement de personnel

L'Assemblée générale, ayant examiné le rapport du Bureau des services de contrôle interne, prend acte du rapport sur l'audit du projet pilote de la FORPRONU pour le recrutement de personnel<sup>2</sup>.

Projet de décision III

Examen du bien-fondé des allégations faisant état d'irrégularités et  
d'erreurs de gestion et audit de la Mission des Nations Unies pour  
l'organisation d'un référendum au Sahara occidental

L'Assemblée générale, ayant examiné les rapports du Bureau des services de contrôle interne, prend acte des rapports sur l'examen du bien-fondé des allégations faisant état d'irrégularités et d'erreurs de gestion<sup>3</sup> sur l'audit de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental<sup>4</sup>.

Projet de décision IV

Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et  
financier de l'Organisation des Nations Unies

L'Assemblée générale décide de reporter à sa cinquantième session l'examen des documents relatifs à l'examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies et prie le Secrétaire général de mettre à jour son rapport sur la restructuration du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies<sup>5</sup> et de lui rendre compte des mesures qu'il aura prises pour appliquer les recommandations contenues dans son rapport sur la mise en place d'un système transparent et efficace en matière d'obligation redditionnelle et de responsabilité<sup>6</sup>.

-----

---

<sup>2</sup> A/49/914.

<sup>3</sup> A/49/884.

<sup>4</sup> A/49/937.

<sup>5</sup> A/49/336.

<sup>6</sup> A/C.5/49/1.